

**L'abattoir illustré! Un
deuxième numéro!**

Une histoire de quartier, d'habitants, de viande et de voitures

l'abattoir illustré

2



Habiter

J'ai besoin de vitamines
B12
et de chaussures
spéciales
mais je ne peux pas
les acheter

Travailler la viande

Cohabiter!



Cureghem, village mondial



Techno food



Heyvaert,
l'autre marché



Le deuxième numéro de son journal « l'abattoir illustré » vient de sortir! Cette fois, il s'aventure au-delà des limites du site et de son abattoir toujours en fonction depuis 128 ans. Ses pages se sont enrichies de nombreuses contributions d'acteurs du quartiers, d'habitants et de chercheurs.

Vous y trouverez, pèle-mêle, des poésies, des recettes de « grand-mère », le mode d'emploi de la viande in-vitro, des photos, des petits et des grands dessins, une carte des secteurs d'activités du quartier, un billet sur la grande diversité culturelle des habitants de Cureghem, un focus sur le commerce de voitures d'occasion, sur le logement et bien sûr, des articles sur l'élevage, sur le secteur de la boucherie à Bruxelles qui... se maintiendrait plutôt bien dans le quartier malgré la conjoncture...

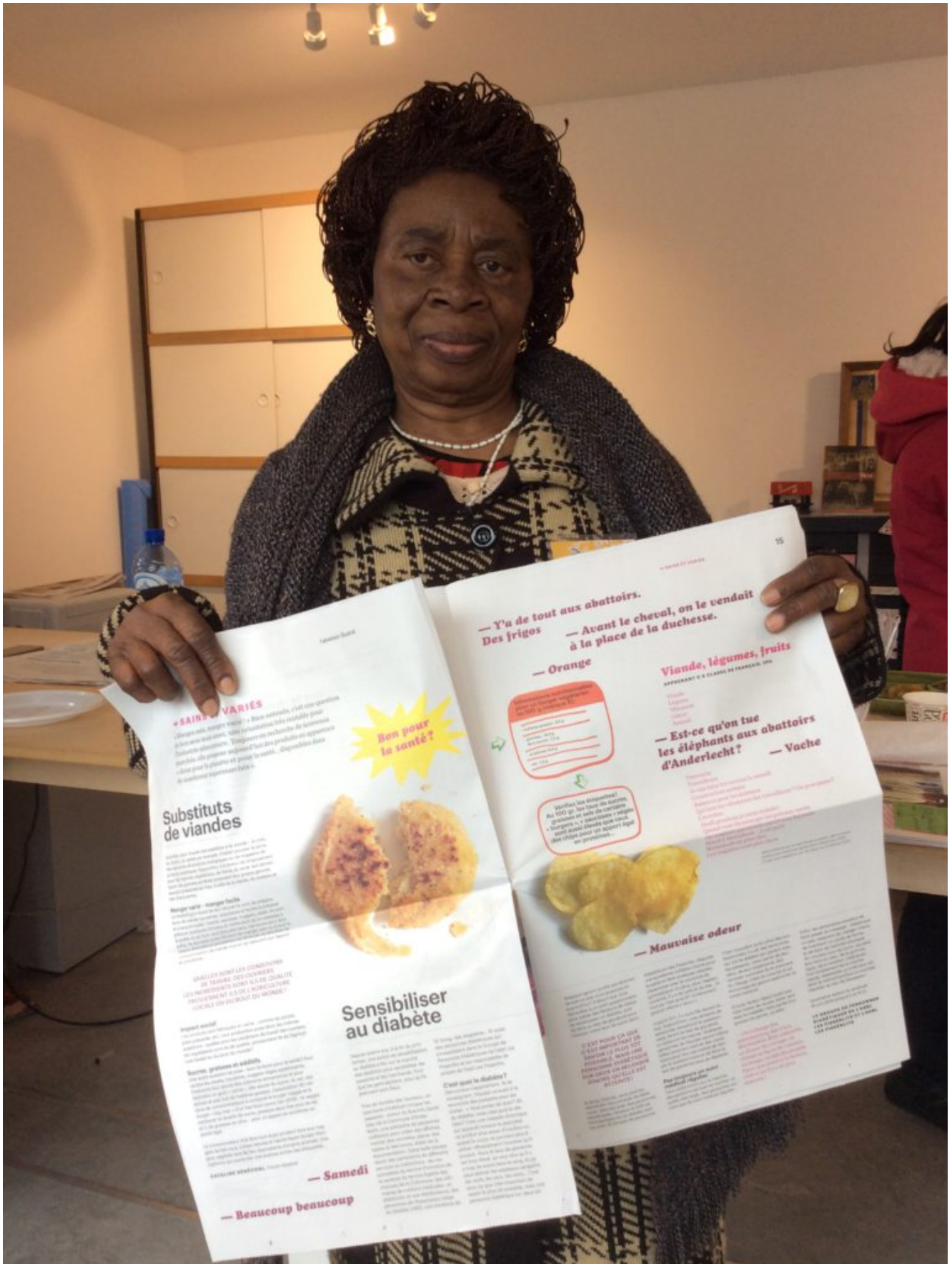


Bouchers à Bruxelles

La viande, coeur de métier du quartier, aliment ayant contenu

de la vie où du sang a pulsé, a toujours suscité un mélange de répulsion et d'attraction chez les mangeurs. Le secteur évolue économiquement, au gré de l'innovation, des scandales sanitaires et de maltraitance animale, des habitudes alimentaires des bruxellois de toutes confessions religieuses et d'un tissu du petit commerce fragilisé par les grandes surfaces. Malgré un contexte général difficile, les grossistes et les bouchers de Cureghem restent et se serrent les coudes à Cureghem... pourquoi?

viande par des rites religieux, que d'autres aujourd'hui jugent barbares et souhaitent interdire. À la périphérie, des éleveurs cherchent à éviter les gros abattoirs industriels, souhaitant accompagner leurs animaux de la naissance jusqu'à la mort... La viande est attachée aux pratiques culturelles, qui nous font saliver ou dédaigner les abats, désirer ou appréhender la viande in vitro.



Sains et variés

Désormais, certains préfèrent manger des aliments d'origines

végétales, par motivations éthiques et de santé. Cette attitude est aussi une aubaine pour l'industrie alimentaire... mais pose aussi question : les substituts de viandes sont-ils toujours bons pour la santé? Qu'est-ce que le diabète et à quoi les personnes qui en souffrent doivent-elles être attentives?

Travailler et vivre à Cureghem



Dans le quartier, des boutiques ferment mais leurs vitrines restent rarement vides, attirant des commerçants proposant des produits de partout à des clients de partout... Épiceries,

boucheries, grand marché, halle alimentaire, abattoirs, commerces de voitures d'occasion, import-export, métallurgie. Depuis peu, les abattoirs accueillent des projets de production alimentaire soutenus par les nouvelles technologies et les économies d'énergie. Le site, son marché essentiellement, s'ouvre à des activités socioculturelles. Cureghem, en voie d'abandon dans les années 90, se rénove, se construit, se gentrifie par petits bouts tandis que ses rues abritent encore des personnes aux très bas revenus, qui parfois s'entassaient dans des appartements exigus mais accessibles...

den abattoir



in woord
en beeld

Wonen



700 KOOPWONINGEN

TE KOOP

Samen-
leven!

Vleesverwerking



Kuregem, werelddorp



Techno food

P
N
E
W
S

Heyvaert, die
andere markt



Bonne lecture! Goed lezing ! Er is ook eens in het Nederlands!

En lien, ici en PDF

FR : Abattoir Illustré 2 PDF

NL : Den Abattoir in woord & beeld

Et... disponible en version papier sur simple demande : Forum Abattoir

1983 : la reprise des abattoirs

Abattoirs privés en 1890, communaux dès 1920 et en faillite en 1982. L'histoire des abattoirs d'Anderlecht aurait pu tenir en trois dates s'ils n'avaient pas été repris par cent-cinquante personnes, toutes actives professionnellement dans le quartier de Cureghem. Rencontre avec Carlos Blancke, un des « tireurs de charrette » !

Dans les années quatre-vingt, de nombreuses communes ferment ou revendent leurs abattoirs en raison essentiellement, des coûts nécessaires à leurs mises aux normes européennes. Ainsi en 1986, la Belgique comptait encore 66 abattoirs publics dont 29 en Wallonie pour 4 aujourd'hui et à notre connaissance, aucun en Flandre (Aubel, Gedinne, Arth et Virton) (1)

Carlos Blancke (1928-2016) fut une « tireur de charrette » de la reprise. Lui et une grosse dizaine d'autres « personnes

fort intéressées à la continuation de l'abattoir » se sont constituées en société anonyme et ont incité d'autres actionnaires, surtout issus du quartier, à les rejoindre.

Forum Abattoir a rencontré Carlos quelques mois avant son décès en 2016, accompagné de ses enfants Mieke et Luc Blancke, également très actifs à l'époque. Retour sur un petit bout de la longue histoire de l'abattoir :

<https://forum-abattoir.ieb.be/wp-content/uploads/2018/04/carlos-blancke-montage.mp3>

Cataline Sénéchal – Forum Abattoir : En 82, la commune annonce la fermeture de l'abattoir. Pourquoi tant de gens se sont rassemblés pour le reprendre?

Il s'agissait de leur gagne-pain. Plus cinq ou six cent personnes y travaillaient. Pour la plupart, la fermeture de l'abattoir aurait été un handicap. Nous avons pris les chiffres du dernier bilan de l'abattoir communal. Il perdait cent millions par an. Ce n'était pas possible pour eux de continuer ainsi. Et cela ne faisait qu'augmenter. Je suis alors allé voir le bourgmestre, Simonet, le père, pour lui proposer une reprise. Il m'a répondu « Bien oui, pourquoi pas ». La commune avait déjà cherché à privatiser mais elle n'était pas raisonnable dans le prix demandé! Elle demandait beaucoup trop d'argent pour une firme qui était en perte chaque année. Avec moi, il y avait M. Geeroms, M. Cornélis, Mme de Cooman, – nous étions une bonne dizaine de gens forts intéressés à la continuation de l'abattoir. Tout ça a marché parfaitement bien parce que « les importants de l'abattoir – comme Henri Geeroms et Arnold Cornelis, tout deux malheureusement morts maintenant, tout ces gens avaient un impact certain sur beaucoup de commerçants. Geeroms achetait les peaux et Cornelis, les carcasses.

Mieke Blancke (Mieke) : Il y avait aussi Emile Verhasselt ! Pour le gros bétail.

Il habitait à Anderlecht?

Luc Blancke : Non, Koelkelberg.

Mieke: Cornélis, lui habitait à Anderlecht.

Et vous vous connaissiez avant?

Carlos : Nous nous connaissions tous, mais de loin. Cornélis était abatteur de porc. Geeroms avait un commerce de peau, il rachetait les peaux et les traitait, avec du sel. Il était dans le comité de direction, chaque fois qu'il rentrait, il disait « Arff, j'ai de nouveau une histoire, vous voulez que je la raconte. Et, il avait, souvent, une bonne histoire. Son fils a continué, puis, il a remis l'affaire à ses deux fils. Oui, il y a avait aussi, Paul Wijnans, c'était un homme dynamique.

Mieke : Il est devenu responsable du marché par après.

Du marché généraliste?

Luc: Des deux, le marché généraliste et le marché aux bestiaux.

Mieke: Il a fermé sa boucherie pour s'en occuper.

Carlos : Il y avait aussi Hyllebroeck, qui était échevin des abattoirs. Il était aussi enchanté de voir, peut être, une solution. Lui, il a surtout insisté pour que la somme demandée par la commune soit un peu plus raisonnable.

Il a facilité la reprise?

Carlos : Oui, sans lui, cela n'aurait pas été possible. Il y avait en tout cinq cent personnes intéressées par la reprise. Nous avons tenté d'obtenir des sous et ça a marché ! Surtout parce que un capital relativement bon marché. Mais, la plupart n'aurait jamais donné 500.000 francs comme ça. En grande partie parce qu'ils ne connaissaient pas tout le monde

et qu'ils ne savaient pas forcément qu'il y avait des gens sérieux parmi nous! Ils ont commencé par donner 100.000 puis, au bout de quelques mois, une seconde tranche et ainsi de suite jusqu'à atteindre les 500.000... et d'obtenir ainsi un certain capital nécessaire au fonctionnement de l'abattoir.

C'était pour permettre aux petits commerçants d'y entrer?

Carlos : De continuer à travailler. L'abattoir avait perdu son cachet à l'exportation et son activité diminuait. Tout doucement, tout le monde a remarqué que c'était assez sérieux et la commune s'est dit : « c'est peut-être possible ». Et elle a donné son accord.

Tout le monde, à l'abattoir, avait acheté une action.

Luc : Après, il y avait des actions de vingt mille? C'était des actions de 1000 francs. Il y avait de coupure de 500 puis, 50 et 20 non?

Carlos : Il avait peu de gens qui ne pouvaient pas – ou qui ne voulaient pas se permettre 500.000 francs.

Il y avait beaucoup de gens aux réunions pour organiser la reprise?

Carlos : Oui. Parfois, on faisait ça à la Paix, s'il y avait assez de place.

Luc : Chez « Koksje » aussi. Un ancien café. Je me souviens qu'ils changeaient souvent d'endroits.

Mieke : Oui, pour ne pas fâcher la concurrence : il fallait aller une fois là, puis une fois ailleurs.

Les réunions se passaient seulement dans les cafés?

Carlos : Avant, il y avait toujours une réunion entre une dizaine de personnes, ceux qui « tiraient la charrette ». Lors de celles-ci, on se disait: « tiens, il faudrait pour cette

question-là, la poser à tout le monde ». Et on faisait une réunion huit jours après. Et ça marchait bien car ils étaient tous d'accord avec la continuation de l'abattoir. Il faut dire que c'était souvent des gens qui n'avaient que cet emploi-là, que ce commerce-là. Ils achetaient le bétail vivant, faisaient abattre et vendaient les carcasses en quartiers aux bouchers.

En 1982-83, la jeune société « Abatan » obtient de la commune la reprise via une convention et un bail emphytéotique à condition qu'elle « maintienne et remette aux normes les infrastructures d'abattoir ». Les travaux commencent et le nouvel abattoir répondant aux normes de l'époque est inauguré rapidement. Le marché aux bestiaux « qui rapportait beaucoup » jusqu'au début des années 2000 a été fermé en 2008 – surtout en raison des nouvelles normes à respecter et des frais encourus pour les rencontrer.

Aujourd'hui, elle met toujours à disposition deux lignes d'abattage à deux entreprises : l'une pour les porcs (SEVA), l'autre pour les bovins, ovins et caprins (ABACO).

Demain, elle installera les activités « viandes » du site dans une nouvelle infrastructure « La Manufakture Abattoir » répondant et anticipant les normes de l'Agence Fédérale de la sécurité alimentaire (AFSCA) mais aussi en diminuant l'emprise au sol des infrastructures actuelles et libérant de l'espace pour d'autres bâtiments et activités.

Le site se trouvera, de nouveau, à un tournant de son existence.

Sacré manger!

Les balades de Forum Abattoir reprennent. Dans le cadre de l'exposition « Ik ben anders | Je suis l'autre », nous vous proposons une balade pour découvrir, à travers les devantures des commerces alimentaires, ce qui relie le « ventre » au « sacré » et aux multiples cultures qui habitent et font vivre Cureghem depuis plus de 100 ans.

Le 21/11/17 : départ à 16h du Curohall (7 rue Ropsy-Chaudron, 1070 Anderlecht)

Accessible à tous, participation gratuite mais réservation indispensable

Cette balade vous est proposée dans le cadre de l'exposition, « Je suis l'autre/Ik ben Anders se tiendra du 20/11 – 08/12/17 au Curo-Hall : Durant leurs errances urbaines, six photographes ont capté des images des maisons de culte à Bruxelles, leur environnement et leurs utilisateurs. 'Ik ben de ander – Je suis l'autre' présente une image surprenante d'une métropole en pleine évolution, issue de migrations successives.

Sacrifier en ville

Conférence de Anne-Marie Brisebarre & Hocine Benkheira.

Lundi 4 décembre 2017 – CONFÉRENCE – 18h – Séminaire Caves de Cureghem – 24 rue Ropsy-Chaudron, 1070 Anderlecht. Fléché depuis Métro Clemenceau / Entrée principale dite des «

taureaux ».

Entrée libre. Réservation souhaitée : info@forum-abattoir.org

&

Mardi 5 décembre 2017 – ATELIER – 10h – Curohall – 7 rue Ropsy-Chaudron, 1070 Anderlecht.

Gratuit – réservation obligatoire, places limitées, info@forum-abattoir.org

Quelle place pour le sacrifice de l'Ayd al kabîr dans un espace urbain qui cherche à le normer jusqu'à le faire disparaître ?

Hocine Benkheira, directeur d'étude à l'Ecole Pratique des Hautes Études, section des sciences religieuses, a notamment publié *Islâm et interdits alimentaires. Juguler l'animal*, 2000, PUF

Anne-Marie Brisebarre, directrice de recherche émérite au CNRS – Laboratoire d'anthropologie sociale, Collège de France, « *fête du mouton : un sacrifice musulman dans l'espace urbain*, CNRS Éditions, 1998 et en 2017 *Fêter l'ayd al-kabir : enquêtes comparatives sur un rituel musulman en milieu urbain (France, Maroc, Mauritanie, Sénégal)*

Durant de longues années, le site des Abattoirs d'Anderlecht a accueilli l'abattoir temporaire de la commune pour la fête de l'Ayd al kabîr. En 2014, la commune a cessé de l'organiser non pas faute de succès, au contraire... Des travailleurs ont invoqué un manque de personnel et des motifs sanitaires consécutifs à l'affluence.

Par ailleurs, la législation impose d'abattre les animaux de boucherie avec étourdissement préalable, sauf dérogation pour motif religieux. Depuis deux-trois ans, la Flandre et la Wallonie tentent de supprimer l'exception qui profitait jusqu'alors aux cultes juifs et musulmans.

L'abattage rituel est taxé de pratique « barbare » par les uns, alors que d'autres considèrent qu'une saignée sans étourdissement dans des conditions artisanales est préférable à un abattage avec étourdissement en condition industrielle. Enfin, le rite est très complexe et comporte des précautions qui pourraient conduire à plus de bien-être animal si elles étaient totalement rencontrées. (voir Vous avez-dit Halal).

Enfin, en août dernier, à quelques jours de la « fête du mouton », des pratiquants ont ressenti comme stigmatisant la campagne de Gaïa présentant un mouton pleurant une larme de sang, affichée sur de nombreux abribus de la région de Bruxelles. Faute de site d'abattage temporaire, certains parviennent à se fournir dans les abattoirs agréés, d'autres préfèrent les dons financiers, et enfin certains ... se débrouillent.

En 1998, Anne-Marie Brisebarre s'interrogeait « que devient le sacrifice de l'*Ayd al kabîr* inséré dans une France urbaine ou l'islam se trouve en situation minoritaire et tente de trouver sa place ? (1) » Plus de vingt ans plus tard, cette question a d'autant plus d'acuité dans le contexte actuel et mérite d'être transposée à la situation belge et bruxelloise.

1. Anne-Marie Brisebarre et al., La Fête du mouton. Un sacrifice musulman dans l'espace urbain, 1998, CNRS édition.

Vu(es) du quartier : Uzance:

« Heyvaert »

Ce mois d'avril 2016 a vu la publication d'un numéro d' « Uzance » consacré au quartier Heyvaert – du nom de la rue qui relie les abattoirs et la Ville de Bruxelles à travers Anderlecht-Cureghem et Molenbeek. Cinq analyses, cinq vues à la croisée de l'ethnologie, la sociologie, la géographie et l'histoire.

« Pendant une grande partie des années 1990, une arcade « Bienvenue Anderlecht Welkom » a trôné à l'entrée de la rue Wayez, à la limite entre le quartier de Cureghem et le reste du territoire de la commune d'Anderlecht. Cureghem se trouvait ainsi symboliquement exclu du territoire communal. Cette anecdote n'est pas anodine. Elle souligne le statut particulier de ce territoire : quartier d'immigration, quartier de bouchers, puis de commerces de voitures d'occasion, portion de territoire séparée du reste de la commune par la présence du canal... Après avoir été au cœur des ambitions industrielles de Bruxelles, Cureghem est devenu un lieu de relégation, mais aussi de mobilités et d'ancrages : « on y atterrit quand on n'a pas le choix et on repart quand on va mieux »¹. Pourtant, ce territoire semble aujourd'hui rattrapé par l'accélération du rythme des transformations urbaines prenant place dans les quartiers centraux des agglomérations. Multiplication de grands projets d'urbanisme, diversification des mouvements migratoires, creusement des inégalités sociales, émergence de nouvelles formes de ségrégation spatiale..., toutes ces tendances, et bien d'autres encore, remodelent en profondeur les centres-villes et y soulèvent quantité d'enjeux sociaux, économiques et politiques.

(...) Ainsi, les articles se penchent sur ce qui fait ancrage pour les habitants de ces quartiers en tension (M. Chabrol et C. Rozenholc, Rester au centre-ville : ce(ux) qui résiste(nt) à la gentrification), sur les modes de cohabitation entre

populations et activités diverses (E. Lénel : Vivre au milieu des voitures. Ressorts et tensions socio-spatiales d'une alliance de propriétaires pour un quartier habitable), sur les fonctionnements de l'économie des voitures d'occasion (M. Rosenfeld et M. Van Criekingen : Gentrification vs. place marchande : présent et devenir d'une centralité commerciale euro-africaine d'exportation de véhicules d'occasion), sur l'évolution des dispositifs de rénovation urbaine dans cette partie de la ville (M. Sacco : Heyvaert au prisme des Contrats de quartier : du commercial au résidentiel), et enfin sur le rôle central de l'abattoir d'Anderlecht et du marché qu'il accueille (C. Sénéchal : L'abattoir d'Anderlecht : les trois vies d'une exception urbaine).

En partant ainsi de l'existant, des modes d'habiter et des cohabitations, des activités économiques et commerciales en activité, les textes de ce numéro cherchent à mettre à distance les visions canoniques d'une métropolisation avançant sur les quartiers populaires à la manière d'un rouleau compresseur. Peut-être ne faut-il pas trop vite « régler le compte » de ces quartiers, même s'ils sont localisés sur des lieux désormais très prisés par des acteurs dominants. De fait, des formes de résistance existent et se font jour dans ces quartiers en transformation. »

(Extraits de Bienvenue à Heyvaert, introduction, par M. Rosenfeld et M. Van Criekingen)

Le canal : une solution à

tout ?



Rencontre avec Sarah De Boeck, chercheuse à Cosmopolis, VUB. Ses recherches portent sur la mixité des fonctions à Bruxelles : le résidentiel, les services publics et les activités productives, en particulier celles qui génèrent de l'emploi pour les moins diplômés. Elle estime que « cette mixité est une bonne chose : par exemple, si les travailleurs habitent à proximité de leur travail, ils vont accorder plus d'attention à la qualité de leur environnement direct. »

La ZEMU favorise le logement

Comme le rappelle S. De Boeck, « les promoteurs immobiliers préfèrent construire des résidences et des surfaces commerciales car le profit au mètre carré est bien plus élevé. La construction d'un bâtiment industriel occasionne des surcoûts : les planchers doivent, par exemple, être renforcés pour soutenir le poids d'une machinerie ». Dans les terrains qui bordent le canal, « la Région entend répondre à deux problèmes à la fois. D'une part, construire de nombreux

logements pour répondre à la croissance démographique et d'autre part créer de l'emploi pour diminuer le chômage, qui atteint-là des taux énormes. »

Pour répondre à ces défis, la Région a modifié le plan d'affectation du sol et y a instauré en décembre 2014 des ZEMU – Zones d'Entreprises en Milieu Urbain – qui permettent désormais au logement de cohabiter avec les entreprises. Ce plan a eu des effets sur la spéculation : *« Prenons le cas de Biestebroek. Au départ, c'était une zone monofonctionnelle, réservée à l'industrie. Sachant qu'elle allait tôt ou tard passer en ZEMU, des investisseurs, comme Atenor, y ont acheté d'énormes terrains espérant y construire du logement. »*

La ZEUS favorise l'entreprise

Toutefois, la Région entendait aussi réagir au déficit de l'emploi et à l'augmentation de la pauvreté, *« c'est pourquoi, elle a initié un autre plan qui vient se superposer à la ZEMU : la Zone d'Économie Urbaine Stimulée (ZEUS). »* Sur le principe de la zone franche, la ZEUS veut attirer des entreprises avec des incitants fiscaux, à condition, par exemple, qu'ils engagent au minimum 20 % d'habitants pour stimuler l'emploi local. Mais, avec l'arrivée du dispositif ZEMU, le prix des terrains avait déjà considérablement augmenté. *« Or, une entreprise productive a besoin de grands espaces et de grands bâtiments pour loger ses activités. L'augmentation du prix des terrains les empêchent donc de s'y installer. Il y a donc un conflit entre ZEUS et ZEMU ».*

Des outils pour contrôler la valeur des terrains

En partenariat avec plusieurs universités, S. De Boek mène une étude sur les mécanismes de contrôle de la spéculation, à savoir la fluctuation de la valeur des sols, pour permettre aux entreprises productives de rester à Bruxelles. *« Le bail emphytéotique existe déjà, Abattoir en bénéficie ».* D'autres outils sont imaginables. Le gouvernement pourrait instaurer un système d'échange : un terrain industriel du canal contre un

autre dans un quartier plus résidentiel, avec un calcul précis pour en déterminer la valeur d'échange (accessibilité, services collectifs et récréatifs, etc.)

La chercheuse s'intéresse aussi au quartier Heyvaert et juge son avenir incertain : « si le commerce de voitures d'occasion déménage, des milliers de mètres carrés seront alors disponibles. Aujourd'hui, personne ne sait si ces gros commerçants vont quitter le quartier ». La Région leur propose de s'installer à la périphérie, à Schaerbeek Formation. « Rester, pour ces négociants, c'est aussi une forme de spéculation. Plus longtemps ils restent, plus la valeur de leur terrain augmente, car autour du canal, elle augmente de toute part. J'ai bien peur que sans contrôle régional de la valeur du foncier, la mixité de fonction et la mixité sociale vont disparaître et que ce quartier devienne un paradis de lofts. Et par ailleurs, sans alternative logement, où les habitants actuels vont-ils s'installer ? Dans des caravanes dans les champs autour de Bruxelles ? »

Het kanaal: een passe-partout-oplossing?



Wij spraken met Sarah De Boeck, onderzoekster bij Cosmopolis VUB. Zij doet onderzoek naar het gemengde karakter van de verschillende functies in Brussel: huisvesting, openbare dienstverlening en productieactiviteiten. Bij de laatste ligt de focus op die activiteiten die werk scheppen voor laaggediplomeerden. *“Deze mix van functies is een goede zaak. Wanneer bijvoorbeeld werknemers dicht bij hun werk wonen, gaan ze automatisch meer aandacht schenken aan hun onmiddellijke omgeving.”*

De kanaalzone: het OGS0 voorziet ook in huisvesting

S. De Boeck benadrukt: *“Bouwpromotoren kiezen voor residentiële en commerciële gebouwen want de opbrengst per vierkante meter is veel groter. De bouw van een industrieel complex veroorzaakt immers bijkomende kosten: de vloeren moeten bijvoorbeeld versterkt worden om het gewicht van de machines te kunnen dragen.”* Wanneer we het met haar hebben over de kanaalzone, onderstreept ze dat *“het Gewest tegemoet wil komen aan twee problemen tegelijkertijd. Enerzijds wil men*

door het bouwen van een groot aantal woningen beantwoorden aan de stijgende vraag als gevolg van de bevolkingsgroei, en anderzijds wil men werkgelegenheid creëren om het enorme werkloosheidscijfer in de zone te doen dalen.”

Om te kunnen inspelen op die grote uitdaging werd het Gewestelijk Bestemmingsplan gewijzigd en werd er in december vorig jaar een OGSO (OndernemingsGebied in Stedelijke Omgeving) van gemaakt. Een OGSO voorziet in het combineren van woningen met ondernemingen. Dit heeft gevolgen gehad op de grondspeculatie: *“Nemen we als voorbeeld Biestebroek. Dat was in het begin een monofunctionele zone, voorbehouden aan industriële activiteiten. Wetende dat deze zone vroeg of laat een OGSO zou worden, hebben investeerders als Atenor er enorme terreinen opgekocht in de hoop er woningen te kunnen bouwen.”*

ZEUS begunstigt de ondernemingen

Het Gewest wilde zowel het werkgelegenheidstekort als de toenemende armoede aanpakken. *“Daarom werd bovenop het OGSO een nieuw plan uitgedokterd, de Zone van Economische Uitbouw in de Stad (ZEUS)”*. Gebaseerd op het principe van de vrijhandelszone, wil ZEUS ondernemingen lokken met fiscale voordelen, op voorwaarde dat ze zich engageren om de lokale economie te stimuleren door bijvoorbeeld minimaal 20% inwoners aan te werven. Maar met de voorziene komst van het OGSO, was de grondprijs al aanzienlijk gestegen. *“Een productiebedrijf heeft behoefte aan veel ruimte en aan ruime gebouwen om er zijn activiteiten in onder te brengen. De stijging van de grondprijs heeft tot gevolg dat zij er zich moeilijk kunnen vestigen. Er is met andere woorden een conflict tussen OGSO en ZEUS.”*

Werkinstrumenten om de terreinwaarde te controleren

S. De Boeck werkt samen met andere universiteiten aan een onderzoek naar de controlemechanismen van grondspeculatie,

zoals de schommelingen in grondwaarde. De studie heeft als doel de productiebedrijven in Brussel te houden. *“Erfpacht bestaat al, Abattoir maakt er gebruik van.”* Ook andere instrumenten behoren tot de mogelijkheden. De overheid zou een ruilsysteem kunnen instellen: een industrieel terrein aan het kanaal tegen een meer residentiële wijk, met precieze meetcijfers om de ruilwaarde te bepalen (toegankelijkheid, collectieve en recreatieve voorzieningen, enz...).

Zij interesseert zich ook voor de Heyvaert-wijk en schat de toekomst daar onzeker in: *“Als de handel in tweedehandsauto's verhuist komen duizenden vierkante meters ruimte vrij. Tot op vandaag weet niemand of deze groothandelaren de wijk zullen verlaten”*. Het Gewest stelt voor om hen in de periferie, op Schaarbeek Vorming te huisvesten. *“Blijven is voor de onderhandelaars ook een vorm van speculatie. Hoe langer ze blijven, hoe meer de waarde van de terreinen stijgt. Want rond het kanaal stijgt die sowieso. Ik vrees dat zonder een gewestelijke controle op de grondwaarde, zowel de functionele als de sociale mix zullen verdwijnen en de wijk een loftentparadijs wordt. En waar zouden de huidige bewoners dan naartoe moeten, zonder enig woningalternatief? In woonwagens op de weiden rond Brussel misschien?”*

Quand l'existant marche, ne pas en faire table rase !



Inter-Environnement Bruxelles (IEB) est née en 1974 dans le terreau des luttes urbaines contre la destruction du cadre de vie des habitants. IEB fédère des habitants de la Région bruxelloise actifs sur des questions urbaines, écologiques et sociales. L'association revendique pour tous le droit à définir et à défendre collectivement son environnement (social, écologique, économique, politique, culturel...) et considère la multiplicité des points de vue de ses membres comme une force. Elle cherche à défendre l'intérêt collectif plutôt que des intérêts particuliers. Fin 2014, IEB s'est installée à Cureghem au Centre Euclides.

En 2011, IEB découvre que des réflexions sont en cours pour repenser l'organisation du site des abattoirs. Pour IEB, il s'agit d'un site urbain hors du commun, fort de son histoire, qui s'est développé au fil du temps en épousant l'évolution de son quartier de ses habitants. IEB craint une transformation du site en décalage avec les besoins locaux. La pression immobilière sur le territoire, la proximité du canal et de la

gare internationale TGV font craindre des développements qui pourraient faire table rase de ce qui marche : un marché populaire, un des derniers abattoirs urbains d'Europe connecté à un marché aux viandes, des emplois peu qualifiés adaptés à la main-d'œuvre bruxelloise.

IEB se rend compte que les habitants et les usagers du marché sont peu informés de ses projets de transformation. Elle rentre en contact avec l'Union des locataires d'Anderlecht (ULAC) et le CRU pour débattre de leur perception du site, des besoins auxquels il répond ou ceux auxquels il pourrait subvenir. IEB s'interroge aussi sur les besoins des marchands qui fréquentent le marché et ceux des travailleurs des abattoirs. Dans les cartons, on parlait tout un temps de développer un centre de congrès ou d'une nouvelle halle alimentaire sur le modèle lyonnais destinée à attirer un nouveau public. Certains parlaient vouloir « *casser l'image du quartier des bonnes affaires* ».

Des projets de logements sont également évoqués. Comment un centre de congrès, un marché populaire attirant 100 000 personnes chaque week-end, un abattoir et des logements vont-ils pouvoir cohabiter sur ce site de 10 ha ? Les nouveaux habitants qui vont subir les nuisances du marché et des abattoirs ne vont-ils pas à terme chasser ces activités qui sont pourtant un poumon économique du quartier ? La nouvelle attractivité supra-locale voulue ne risque-t-elle pas d'entraîner une hausse des valeurs foncières et des loyers chassant à terme les habitants actuels ?

Outre ces questions socio-économiques, on peut se questionner l'abattage comme une responsabilité collective : « *La présence d'un abattoir en ville est une opportunité quasi unique de nos jours. Elle peut constituer l'occasion de penser le sens de l'élevage et de l'abattage, la prise en charge collective de la mort de l'animal* » [1. Bruxelles en Mouvement, « L'abattoir en

ville », mai 2012.]. Pour cela, la rénovation – ou la construction – d'un abattoir devrait s'assumer comme tel : dans sa signalisation, dans son aspect extérieur et son accessibilité. Il ne devrait pas se cacher derrière des parois de béton d'un bâtiment industriel générique... comme c'est le cas du l'abattoir actuel.

Les enjeux et les préoccupations d'Abattoir, des politiques et des habitants ne sont pas nécessairement identiques mais le dialogue mené depuis 2013 grâce à Forum Abattoir montre que toutes les parties prenantes ont intérêt à préserver une culture du débat pour améliorer le devenir du site en lien avec son quartier.

If it ain't broke...



Inter-Environnement Bruxelles (IEB) is in 1974 ontstaan uit de strijd van bewoners tegen de vernietiging van hun stedelijke leefomgeving. IEB verenigt alle inwoners van het Brussels Gewest die actief zijn op het vlak van stedelijke, ecologische en sociale kwesties. Zij verdedigt het recht van iedereen om zijn leefomgeving te definiëren en om deze gezamenlijk te beschermen. De verschillende invalshoeken van haar leden vindt zij een sterkte, en zij streeft ernaar eerder het algemeen belang te dienen dan het individuele. Sinds eind 2014 is IEB gehuisvest in Kuregem, in het bedrijvencentrum Euclides.

In 2011 kwam IEB te weten dat men begon na te denken over een reorganisatie van de slacht-huizensite. Voor IEB gaat het hier om een bijzondere stedelijke site met een sterke geschiedenis die zich gaandeweg gevormd heeft, parallel met de evolutie van de wijk en haar bewoners. IEB vreest dat de herbestemming van de site ten koste zal gaan van de lokale behoeften. De druk van de bouwpromotoren op het grondgebied, de nabijheid van het kanaal en van het internationale HST-station doen vermoeden dat er wel eens tabula rasa kan gemaakt worden met iets dat eigenlijk goed functioneert: een zeer populaire markt, één van de laatste stedelijke slachthuizen in Europa met bijhorende vleesmarkt, de aanwezigheid van laaggeschoolde beroepen voor Brusselse arbeidskrachten.

IEB beseftte dat buurtbewoners en gebruikers van de markt weinig weten van de op til zijnde veranderingen. Daarom bracht zij de huurdersbond van Anderlecht (HUVAK) en het CSV samen aan tafel om met hen een gesprek te voeren over hun visie op de site, over de behoeften waaraan de site al voldoet en over diegene waarin zij nog zou kunnen voorzien.

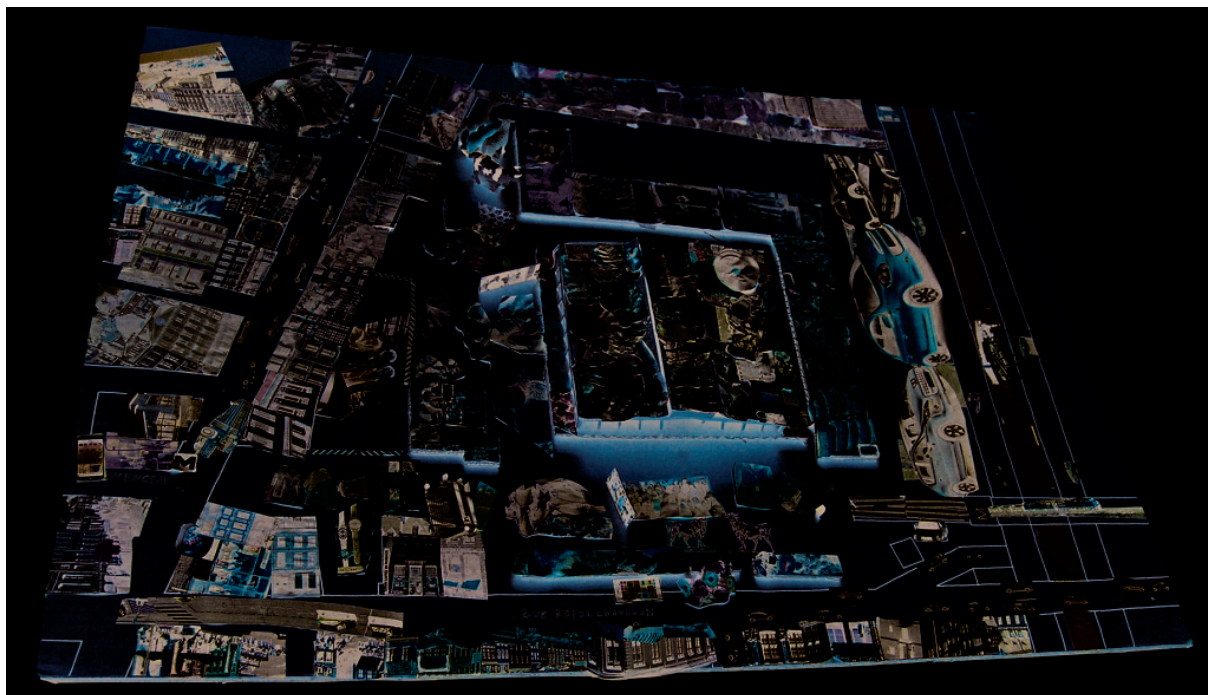
Gedurende een hele tijd was er sprake van de ontwikkeling van een congrescentrum en een nieuwe voedingshal naar het model van Lyon, om daarmee een geheel ander publiek aan te trekken. Sommigen spraken zelfs over het *'doorbreken van het imago van goedkope wijk'*. Sindsdien lijken de zaken geëvolueerd te zijn. Er is nu ook sprake van woningprojecten. Hoe kunnen een

congrescentrum, een volksmarkt die elk weekend 100.000 bezoekers lokt, een slachthuis en woningen naast elkaar bestaan op die site van 10 ha? Zullen de nieuwe bewoners die de aanwezigheid van een markt en slachthuizen maar lastig vinden deze activiteiten niet willen verjagen, ook al zijn zij de economische long van de wijk? Zal de bovenlokale aandacht die men wenst er niet toe leiden dat grondwaarde en huurprijzen stijgen zodat de huidige bewoners op de vlucht gejaagd worden?

Behalve over dit soort socio-economische vragen, kan men zich ook buigen over de kwestie van het slachten als collectieve verantwoordelijkheid: *“De aanwezigheid van een slachthuis in de stad is tegenwoordig een uniek fenomeen. Zij kan ons de kans bieden om na te denken over de veeteelt en het slachten, of over het collectief maken van de verantwoordelijkheid voor het doden van het dier”* [1. Bruxelles en Mouvement, 'L'Abattoir en ville', mei 2012.]. Daarom zou de renovatie – of de bouw – van een slachthuis een uitdrukking moeten vinden in zowel de bewegwijzering als in de uiterlijke aspecten en de toegankelijkheid. Het nieuwe slachthuis zou zich niet mogen verstoppen achter de betonnen muren van een soort industrieel gebouw zoals dat met het huidige wel het geval is.

De uitdagingen en zorgen van politici en bewoners rond het Slachthuis stemmen niet noodzakelijk met elkaar overeen. Maar de dialoog die sinds 2013 met de hulp van Forum Abattoir gevoerd wordt, toont aan dat alle betrokken partijen ernaar verlangen om op een positieve manier verder te bouwen aan de toekomst van zowel de site als van de wijk.

De l'emploi, du logement social, des services collectifs et un Cureghem accueillant



Le Centre de Rénovation Urbaine (CRU) est installé en bordure du site, chaussée de Mons. Il travaille sur l'urbanisme, l'environnement, le logement, dans l'optique de maintenir les habitants dans leur quartier. Il s'agit d'améliorer les conditions de vie de ceux qui sont là et non d'attirer de nouveaux habitants au portefeuille plus garni. Ceci les amène à s'intéresser aux projets immobiliers et à la maîtrise du foncier pour enrayer la spéculation.

Rencontre avec Abderazzak Benayad.

« Le CRU s'intéresse au site depuis la fin des années '90. À l'époque, sur ses abords, chaussée de Mons, il n'y avait que des maisons vides, en grande partie propriété de la société Abattoir. Puis, ASSAM a construit des logements sociaux du

n°241 jusqu'aux usines Renault. Quand nous nous sommes installés au rez-de-chaussée du n°211, nous avons également créé et rénové six logements aux étages. »

Le CRU considère que « malgré le bail emphythéotique qui lie Abattoir, société privée, et la Commune d'Anderlecht, pour le site des abattoirs, cet espace garde une dimension publique. Il en découle que les associations et les habitants doivent être associés à la réflexion du devenir du site. »

Un site accueillant

« À l'heure actuelle, l'entrée située face de la station de métro Clemenceau est dans un état déplorable ! Les façades arrières sont décrépies, le sol est défoncé et la traversée piétonne de la chaussée de Mons est dangereuse. Pour nous, l'image populaire de Cureghem ne doit pas justifier ce laisser-aller alors que des dizaines de milliers de personnes l'empruntent chaque week-end. Avec le Contrat de quartier Lemmens (2004), le CRU avait obtenu un financement pour l'embellir. Nous avons besoin de la SA Abattoir pour boucler le budget mais la société a décliné en invoquant des aménagements futurs prévus dans le cadre de son Master Plan, etc. Aujourd'hui, la nouvelle Halle alimentaire est inaugurée... mais l'entrée est toujours dans le même état ! C'est dommage, non ? »

Des infrastructures collectives et du logement social

« Le quartier manque d'espaces verts, de crèches... Tout aménagement d'un site aussi énorme devrait prendre en compte les besoins des habitants et des usagers. Or, les principaux usagers du marché des abattoirs sont les habitants d'Anderlecht et les habitants d'origine immigrée de la première ceinture et des abords du Canal. Leur présence garantit l'activité économique du site. Mais que propose la société Abattoir en échange ? Quelles infrastructures

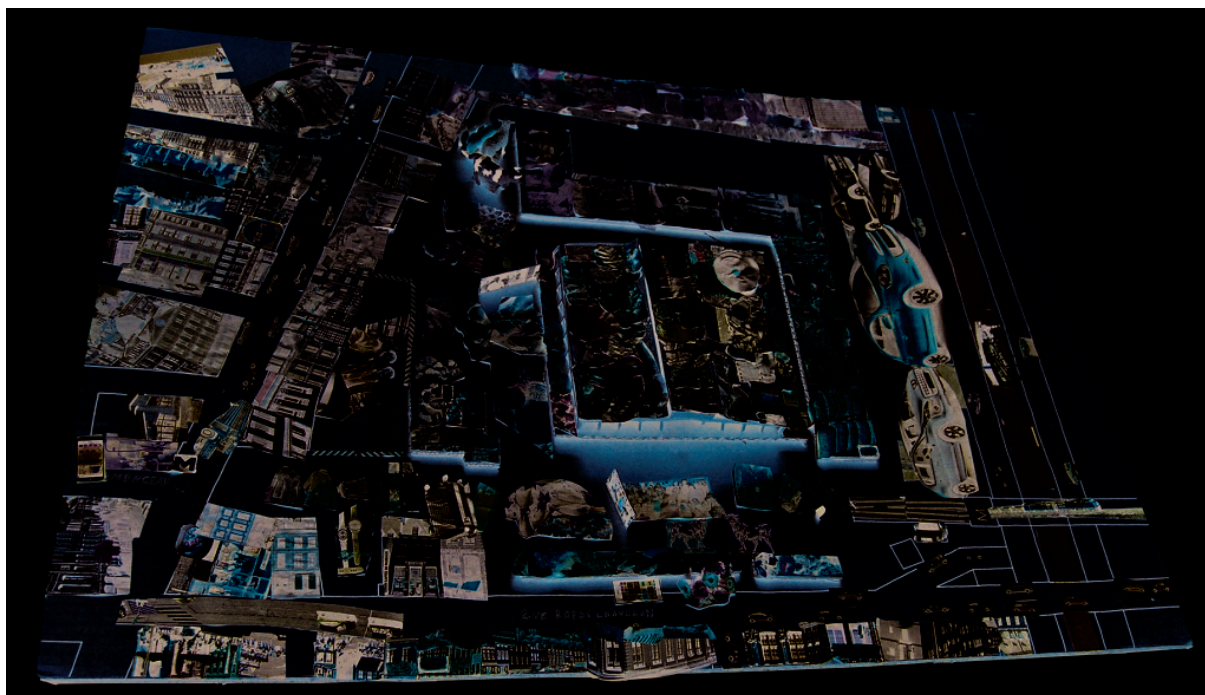
collectives ? N'ont-ils pas plus besoin d'une piscine publique que d'une salle de spectacle ? Ou de logement social ? Il y en a, chaussée de Mons, aux étages du CRU ainsi que de maisons voisines. Pourquoi ne pas en installer rue Ropsy-Chaudron ? Certes, l'activité industrielle peut apporter des désagréments, mais les habitants de Cureghem s'en sont toujours accommodés. »

Maintenir le bassin d'emploi productif en ville

« Tout comme le commerce de voiture d'occasion, si l'abattoir est là, autant qu'il y reste.

Il est important que la ville demeure un lieu de travail et de production. Il faut qu'elle garde ses bassins d'emploi. Ce sont eux qui maintiennent un lien historique avec le Cureghem d'hier et d'aujourd'hui : la production agroalimentaire avec Abattoir, le textile avec le Triangle et le commerce des voitures à Heyvaert. Ces activités doivent rester car elles protègent une autre fonction essentielle du quartier : sa dimension populaire et d'accueil. »

**Werk, sociale huisvesting,
openbare dienstverlening en
een gastvrij Kuregem**



Het Centrum voor Stadsvernieuwing (CSV) ligt op de rand van de site, op de Bergensesteenweg. De organisatie werkt rond stedelijke thema's, leefomgeving en huisvesting. Ze heeft als doel de inwoners in de wijk te houden. Het gaat er daarbij om hun levensomstandigheden te verbeteren, en het is zeker niet de bedoeling om nieuwe bewoners met een dikkere portefeuille aan te trekken. Dit leidt de vzw tot het thema van de woningprojecten en de controle op de grondbelastingen om speculatie af te remmen.

Ontmoeting met Abderazak Benayad.

"Het CSV is zich eind jaren 90 voor de site beginnen interesseren. In die tijd had je in de directe omgeving van de Bergensesteenweg enkel leegstaande huizen, die voor het grootste deel eigendom waren van de vennootschap Abattoir. Daarna begon ASSAM sociale woningen te bouwen vanaf nummer 241 tot aan de Renault-vestiging. Toen wij ons installeerden op het gelijkvloers van nummer 211, hebben we daar ook zes woonruimtes op de bovenverdiepingen gecreëerd en gerenoveerd."

Ondanks de erfpacht dat de private onderneming Abattoir en de gemeente Anderlecht aan elkaar bindt voor de uitbating van de Slachthuizensite, vindt het CSV dat deze haar openbaar

karakter moet blijven behouden. Daarom moeten organisaties en buurtbewoners samen nadenken over de toekomst van de site.

Een gastvrije site

“Op dit ogenblik bevindt de ingang rechtover metrostation Clemenceau zich in een erbarmelijke staat. De achterste gevels zijn vervallen, de grond zit vol kuilen en de oversteekplaats voor voetgangers over de Bergensesteenweg is ronduit gevaarlijk. Volgens ons is het volkse imago van Kuregem geen excuus voor deze onverschilligheid, zeker niet omdat er elk weekend duizenden bezoekers passeren. In 2004 kreeg het CSV met het wijkcontract Lemmens een budget voor de verfraaiing van de buurt. Wij hadden Abattoir NV nodig om dat budget bij te passen, maar zij heeft zich toen teruggetrokken met als reden de toekomstige verbouwingen die al voorzien waren in het masterplan. Vandaag wordt de nieuwe Vleesmarkt ingewijd... maar de ingang is nog in net dezelfde lamentabele staat. Dat is toch jammer, nee?”

Collectieve voorzieningen en sociale huisvesting

“De wijk heeft nood aan meer groene ruimte, meer kinderopvang, etc. Elke verbouwing van een site van die omvang zou rekening moeten houden met de buurtbewoners en de gebruikers. De belangrijkste gebruikers van de markt van de slachthuizen zijn in eerste instantie de inwoners van Anderlecht en de migrantenbevolking. Hun aanwezigheid garandeert de economische bedrijvigheid van de site. Maar wat stelt Abattoir NV in de plaats? Welke collectieve voorzieningen? Hebben de buurtbewoners niet meer nood aan een openbaar zwembad dan aan een toneelzaal? Of aan sociale woningen? Die zijn er wel op de Bergensesteenweg. Waarom zouden er geen kunnen bijkomen in de Ropsy-Chaudronstraat? Natuurlijk kunnen de industriële activiteiten er overlast veroorzaken, maar de inwoners van Kuregem hebben zich altijd goed aangepast.”

De reserve aan productie-werkgelegenheid in de stad houden

“Net zoals de handel in tweedehandsauto’s, kan het slachthuis maar beter blijven blijven waar het is. Het is belangrijk dat de stad een plek blijft waar ook werk en productie is. De stad moet haar werkgelegenheidsreserves trachten te behouden. Zij vormen namelijk een historische link tussen het oude en het nieuwe Kuregem: de agrovoedingsproductie met Abattoir, het textiel met de Driehoek, en de autohandel met Heyvaert. Deze activiteiten kunnen beter blijven want ze beschermen een andere essentieel kenmerk van de wijk: haar volkse karakter en haar gastvrijheid.”